

ment mettre un certain temps à effectuer. Chaque pays devra relever le défi en adaptant son économie à une situation changée.

L'action internationale qui s'impose d'urgence, si nous voulons faire face à la nouvelle situation, doit comprendre la libéralisation des arrangements commerciaux, l'expansion de l'aide au développement, et la réorganisation systématique et progressive du système monétaire au sein du Fonds monétaire international, afin que la création de liquidité internationale soit soumise à une discipline convenue.

Réaction du Canada

Devant ces graves priorités, le Canada a revu ses propres engagements. Sous réserve de l'approbation du Parlement, le Gouvernement du Canada a l'intention de prendre diverses mesures afin de contribuer à remédier à la situation des pays en voie de développement les plus gravement touchés.

- Nous verserons notre apport de 276 millions de dollars en vue de la quatrième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.
- Nous permettrons que soient engagés à l'avance nos deux premiers versements à l'IDA, si cela semble souhaitable.
- Comme je l'ai mentionné plus tôt, le Gouvernement du Canada a approuvé la semaine dernière un crédit de 100 millions de dollars en plus du programme prévu à l'origine, afin de répondre aux besoins urgents des pays en voie de développement, notamment en matière de produits alimentaires et d'engrais. Pour l'année qui vient, les dépenses du Canada au titre de l'aide au développement doivent atteindre 733 millions de dollars, par rapport à 571 millions l'an dernier.
- Nous procédons également à une réévaluation de l'ensemble de notre programme, afin que l'aide au développement soit dirigée vers ceux qui en ont le plus besoin et vers des secteurs où il faut agir d'urgence. Les mesures immédiates comprendront un appui à la balance des paiements au moyen de subventions rapides et de prêts à des conditions faciles pour l'achat de produits essentiels. Les mesures à longue échéance visent à faciliter l'exploitation des sources d'énergie. Cette adaptation des programmes d'aide au développement est une chose difficile, mais elle est nécessaire.

Dans ce contexte, le Gouvernement du Canada estime que tous les pays qui ont des ressources appropriées ont le devoir d'examiner de près leur propre situation et de prendre des mesures pour soulager le sort malheureux des pays qui ont été durement frappés par